

**Art. 3. § 1er.** Les internats doivent compter le 15 septembre de l'année scolaire en cours un minimum de 21 élèves internes. Les élèves internes des différents niveaux d'enseignement et des différents établissements d'enseignement sont additionnés.

§ 2. Les élèves internes des différents points d'implantation d'un même internat sont additionnés. Les points d'implantation doivent toutefois être situés dans une même commune ou dans un rayon de 20 km maximum.

§ 3. Les étudiants de l'enseignement supérieur, qui sont inscrits dans un internat, n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de subventions de fonctionnement visées à l'article 32 de la loi.

**Art. 4.** Les services de vérification et d'inspection organisés par le Roi contrôlent :

1° si les conditions fixées dans le présent arrêté sont respectées;

2° si les subventions de fonctionnement accordées en vertu de la loi sont consacrées aux frais inhérents au fonctionnement de l'internat.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1985.

**Art. 6.** Nos Ministres de l'Éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Éducation nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Éducation nationale,  
A. BERTOUILLE

**MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE**

F. 85 — 1610

**30 JUILLET 1985.** — Arrêté royal réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui la composent à l'exception de la ville de Bruxelles

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi communale, notamment les articles 86 à 88;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment l'article 56, modifiée par la loi du 14 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 6 juin 1972, réglant la tutelle administrative sur les agglomérations, les fédérations, les communes qui les composent et les commissions de la culture;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'accord intervenu lors de la délibération de Nos Ministre et Secrétaires d'Etat au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui a dans ses attributions la tutelle sur les pouvoirs locaux;

2° les pouvoirs locaux : l'Agglomération bruxelloise ou les communes qui la composent à l'exception de la ville de Bruxelles;

3° le Ministère : le Ministère de la Région bruxelloise.

**Art. 3. § 1.** De internaten dienen op 15 september van het lopende schooljaar minimum 21 interne leerlingen te tellen. De interne leerlingen van de verschillende onderwijsniveaus en van de verschillende onderwijsinrichtingen worden samengeteld.

§ 2. De interne leerlingen van de verschillende vestigingsplaatsen van eenzelfde internaat worden samengeteld. De vestigingsplaatsen dienen evenwel binnen dezelfde gemeente of binnen een straal van maximaal 20 km gelegen zijn.

§ 3. De studenten uit het hoger onderwijs, die ingeschreven zijn in een internaat waarop dit besluit van toepassing is, worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de werkingstoelagen, bedoeld in artikel 32 van de wet.

**Art. 4.** De door de Koning ingerichte verificatie- en inspectiediensten controleren :

1° of de in artikel 2 van dit besluit gestelde voorwaarden nageleefd zijn;

2° of de door de wet toegekende werkingstoelagen uitsluitend aangewend worden voor het dekken van de uitgaven inherent aan de werking van het internaat.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 september 1985.

**Art. 6.** Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

**MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST**

N. 85 — 1610

**30 JULI 1985.** — Koninklijk besluit tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die ertoe behoren met uitzondering van de stad Brussel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de gemeentewet, inzonderheid artikels 86 tot 88;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid artikel 56, gewijzigd door de wet van 14 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juni 1972, tot regeling van het administratief toezicht op de agglomeraties, de federaties, de gemeenten die ertoe behoren en de commissies van de cultuur;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het akkoord tot stand gekomen bij de beraadslaging van Onze Minister en Staatssecretarissen in de Executieve van het Brusselse Gewest;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en het advies van Onze Ministers, na overleg in de Ministerraad,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet men verstaan onder :

1° de Minister : de Minister of Staatssecretaris lid van de Executieve van het Brusselse Gewest die bevoegd is voor het toezicht op de plaatselijke besturen;

2° de plaatselijke besturen : de Brusselse agglomeratie of de gemeenten die er deel van uitmaken, met uitzondering van de stad Brussel;

3° het Ministerie : het Ministerie van het Brusselse Gewest.

**Art. 2.** Les délibérations des collèges prises soit en vertu d'une délégation du conseil, soit en exécution d'une décision du conseil sont transmises dans un délai de quinze jours ouvrables au Ministre, sans préjudice des notifications requises par d'autres dispositions légales ou réglementaires. Le Ministre transmet, dès leur réception, copie de ces décisions au Gouverneur.

**Art. 3.** L'instruction des dossiers soumis à la tutelle administrative est répartie entre les services du Ministère de la Région bruxelloise et ceux du Gouvernement provincial de la manière suivante :

**a) services du gouvernement provincial :**

1° en ce qui concerne le personnel des pouvoirs locaux, les délibérations relatives aux mises à la retraite, au statut pécuniaire, aux affaires disciplinaires et au personnel enseignant subsidié;

2° les délibérations relatives aux intercommunales et aux fabriques d'église;

3° les délibérations relatives aux ventes immobilières;

4° les délibérations sur les actes de donation et les legs, faits aux pouvoirs locaux;

5° les délibérations par lesquelles les pouvoirs locaux contractent des emprunts auprès de la S.A. « Crédit Communal de Belgique » concernant des acquisitions, des services ou des travaux dont les décisions de principe ont déjà été soumises à l'autorité de tutelle;

6° la fixation du montant et de la nature de la caution que le receveur doit fournir.

Les dossiers instruits sont transmis au Ministre quinze jours avant l'expiration du délai accordé à l'autorité de tutelle pour statuer.

**b) services du Ministère :**

toutes les délibérations qui ne sont pas visées expressément sub a.

Le gouverneur de la province doit transmettre immédiatement toutes les décisions visées à l'article 82bis, § 4 de la loi communale au Ministre.

**Art. 4.** Le Ministre ou le Gouverneur de la province peuvent, par arrêté motivé, suspendre l'exécution de l'acte par lequel un pouvoir local viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux actes soumis à la tutelle d'approbation.

**Art. 5.** L'arrêté de suspension doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte par le Ministre.

Il est immédiatement notifié au pouvoir local qui, dans les deux mois, en prend connaissance et peut justifier l'acte suspendu.

Le pouvoir dont l'acte est régulièrement suspendu peut le retirer.

Passé le délai prévu à l'article 6, alinéa 2, la suspension est levée.

**Art. 6.** L'acte par lequel un pouvoir local, viole la loi ou blesse l'intérêt général, peut être annulé par le Roi.

L'arrêté d'annulation doit intervenir dans les quarante jours de la réception par le Ministre soit de cet acte, soit de celui par lequel le pouvoir local a pris connaissance de la suspension. Il doit être motivé.

**Art. 7.** Les arrêtés d'annulation, de non-approbation ou d'approbation sont publiés par extrait au *Moniteur belge* et notifiés à toutes les personnes intéressées.

**Art. 8.** Après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, le Roi peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux aux frais personnels des pouvoirs locaux qui sont en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois, décrets et règlements généraux, par les arrêtés et règlements du conseil provincial ou de la députation permanente du conseil provincial. La rentrée des frais est poursuivie, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat, sur l'exécutoire du Ministre.

**Art. 9.** Dans les matières citées à l'article 1er de l'arrêté royal du 13 janvier 1964, déterminant les attributions du vice-gouverneur de la province de Brabant et modifiant l'arrêté royal du

**Art. 2.** De besluiten van de colleges genomen, hetzij krachtens machtiging van de raad, hetzij ter uitvoering van een beslissing van de raad worden binnen een termijn van vijftien werkdagen aan de Minister toegezonden, onverminderd de kennisgevingen voorgeschreven door andere wets- of verordeningsbepalingen. De Minister zendt, na ontvangst, een copie van die beslissingen aan de gouverneur.

**Art. 3.** Het onderzoek van de aan het administratief toezicht onderworpen dossiers wordt als volgt verdeeld onder de diensten van het Ministerie van het Brussels Gewest en die van het provinciaal gouvernement :

**a) diensten van het provinciaal gouvernement :**

1° wat het personeel van de plaatselijke besturen betreft, de beraadslagingen met betrekking tot het opruststellen, het geldelijk statuut, tuchtzaken en het gesubsidieerd onderwijzend personeel;

2° de beraadslagingen met betrekking tot de intercommunales en de kerkfabrieken;

3° de beraadslagingen in verband met de verkoop van onroerende goederen;

4° de beraadslagingen over giften en legaten aan de plaatselijke besturen;

5° de beraadslagingen waarbij de plaatselijke besturen leningen aangaan bij de N.V. « Gemeentekrediet van België » inzake verervingen, diensten of werken waarvan de principiële beslissingen reeds aan de toezichtoverheid werden voorgelegd;

6° het bepalen van het bedrag en de aard van de door de ontvanger te stellen zekerheid.

De onderzochte dossiers worden overgemaakt aan de Minister veertien dagen voor het verstrijken van de termijn waarover de toezichtoverheid beschikt om uitspraak te doen.

**b) diensten van het Ministerie :**

alle beraadslagingen die niet uitdrukkelijk vermeld worden onder a.

De provinciegouverneur moet dadelijk alle besluiten bedoeld in artikel 82bis, § 4 van de gemeentewet aan de Minister toe zenden.

**Art. 4.** De Minister of de gouverneur van de provincie kunnen, bij een met redenen omkleed besluit, de uitvoering schorsen van het besluit waarbij een plaatselijk bestuur de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het eerste lid is niet van toepassing op besluiten die onder het goedkeuringstoezicht vallen.

**Art. 5.** Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat de Minister het besluit heeft ontvangen.

Van het schorsingsbesluit wordt dadelijk kennis gegeven aan het plaatselijk bestuur, die er binnen twee maanden kennis van neemt en het geschorste besluit kan rechtvaardigen.

Het bestuur wiens besluit regelmatig wordt geschorst, kan het intrekken.

Na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 6, tweede lid, is de schorsing opgeheven.

**Art. 6.** Het besluit waarbij een plaatselijk bestuur de wet schendt of het algemeen belang schaadt, kan door de Koning worden vernietigd.

Het vernietigingsbesluit moet worden vastgesteld binnen veertig dagen na de ontvangst door de Minister, hetzij van dat besluit, hetzij van het besluit waarbij het plaatselijk bestuur van de schorsing heeft kennis genomen. Het moet met redenen omkleed zijn.

**Art. 7.** De vernietigingsbesluiten, de niet-goedkeuringsbesluiten of de goedkeuringsbesluiten worden bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en alle belanghebbenden ter kennis gebracht.

**Art. 8.** Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de Koning een of meer commissarissen gelasten zich ter plaats te begeven, op de persoonlijke kosten van de plaatselijke besturen die verzuimd hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven, ten einde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen te verzamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die zijn voorgeschreven bij de wetten, decreten en algemene verordeningen van de provincieraad of van de bestendige deputatie van de provincieraad. De invordering van de kosten geschiedt, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de Minister het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

**Art. 9.** Ter zake van de in artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 januari 1964, tot vaststelling van de bevoegdheid van de vice-gouverneur van de provincie Brabant en tot wijziging van het konink

15 décembre 1820 portant instructions pour les gouverneurs de province, le commissaire du gouvernement pour la capitale du Royaume, vice-gouverneur de la province de Brabant, dispose du même pouvoir de suspension à l'égard des pouvoirs locaux que celui prévu à l'article 4 du présent arrêté.

**Art. 10.** L'arrêté royal du 6 juin 1972 réglant la tutelle sur les agglomérations, les fédérations, les communes qui la composent et les commissions de la culture, est abrogé dans la mesure où il règle la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui la composent, à l'exception de la ville de Bruxelles.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Notre Ministre de la Région bruxelloise et Nos Secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 30 juillet 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,  
P. HATRY

Le Secrétaire de la Région bruxelloise,  
C. GOOR-EYBEN

Le Secrétaire de la Région bruxelloise,  
A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

lijk besluit van 15 december 1820 houdende onderrichtingen voor de provinciegouverneurs, vermelde aangelegenheid beschikt de commissaris van de regering voor de hoofdstad van het Rijk, de vice-gouverneur van de provincie Brabant, over dezelfde schorsingsbevoegdheid ten aanzien van de plaatselijke besturen als deze voorzien in artikel 4 van dit besluit.

**Art. 10.** Het koninklijk besluit van 6 juni 1972 tot regeling van het administratief toezicht op de agglomeraties, de federaties, de gemeenten die ertoe behoren en de commissies voor de cultuur wordt opgeheven voor zover het het administratief toezicht regelt op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die ertoe behoren, met uitzondering van de stad Brussel.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 12.** Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretarissen voor het Brusselse Gewest zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 30 juli 1985.

**BOUDEWIJN.**

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,  
P. HATRY

De Staatssecretaris van het Brusselse Gewest,  
C. GOOR-EYBEN

De Staatssecretaris van het Brusselse Gewest,  
A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 1611

25 JULI 1985

#### Bestuit van de Vlaamse Executieve houdende nadere regelen betreffende de verwijdering van afvalolie

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, II, 2°;

Gelet op het decreet van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 18 januari 1982 houdende bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 21 april 1982 houdende nadere regelen voor het aanvragen, verlenen, weigeren, vervallen en intrekken van een vergunning voor de verwijdering van afvalstoffen, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse Executieve van 23 maart 1983;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 21 april 1982 houdende vaststelling van de lijst van instellingen, die advies dienen uit te brengen over iedere vergunningsaanvraag, die bij de Bestendige Deputatie wordt ingediend, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse Executieve van 16 januari 1985;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 21 april 1982 houdende nadere regelen omtrent de melding en afgifte van afvalstoffen, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse Executieve van 12 augustus 1982;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 67 van het decreet van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, de bepalingen ervan op 25 juli 1984 ten laatste in werking zijn getreden en derhalve het onmiddellijk voorzien in voorwaarden voor ophaling en

verwijdering van afvalolie de dringende noodzaak verantwoordt, gelet op de risico's van verontreinigde afvalolie voor de gezondheid van de mens en voor het milieu;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Gemeenschapsminister van Leefmilieu, Waterbeleid en Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1, § 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de volgende soorten afvalolie :

1° Minerale of synthetische oliën en vetten,

a) afgewerkte motorolie uit voertuigen en machines;

b) niet polyethyleenbifenylhoudende gebruikte transformatorolie;

c) gebruikte thermische olie;

d) gebruikte hydraulische olie;

e) snij-, slijp-, boor- en walsoliën;

f) gebruikte paraffine;

g) resten van smeermiddelen.

2° Olieachtige tankresidus en olieachtig slib,

a) oliëslib van tankreiniging;

b) oliëslib van het decanteren;

c) paraffineoliëslib;

d) slib van ontvettingsbaden;